

Brochure n° 3079

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 669. – INDUSTRIES DE FABRICATION**  
**MÉCANIQUE DU VERRE**

---

**ACCORD DU 31 JANVIER 2011**  
**RELATIF À LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉLÉGATION SYNDICALE**

NOR : ASET1150743M  
IDCC : 669

Entre :

La fédération des chambres syndicales de l'industrie du verre ;

La chambre syndicale des fabricants de verre plat ;

La chambre syndicale du verre de silice ;

La chambre syndicale des verreries mécaniques de France ;

La chambre syndicale des verreries techniques,

D'une part, et

La FNTVC CGT ;

La FCE CFDT ;

La fédéchimie CGT-FO ;

La CMTE CFTC ;

La CFE-CGC chimie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Réunions visées par l'accord*

On entend par réunion paritaire au sens du présent accord, toute réunion paritaire en lien avec l'activité de la branche.

Ces réunions, encore appelées réunions plénières, peuvent être précédées d'une réunion préparatoire.

Lorsque cela paraît utile, notamment en raison de la complexité d'un sujet de négociation, la création d'un groupe technique paritaire ayant pour objet de préparer la réunion plénière pourra être décidée en concertation avec les parties.

## **Article 2**

### *Frais de repas et d'hébergement*

Les frais de repas et d'hébergement occasionnés aux membres des délégations syndicales par leur participation aux réunions définies ci-dessus sont pris en charge forfaitairement par la FCSIV, conformément au barème suivant :

- les frais de restauration sont pris en charge forfaitairement à hauteur de 25 € par repas ;
- les frais d'hébergement (chambre d'hôtel + petit déjeuner) sont pris en charge forfaitairement à hauteur de 110 € ; le forfait journalier constitué s'élève à 160 € comprenant une nuitée et 2 repas.

## **Article 3**

### *Frais de transport*

Les frais de transport occasionnés aux membres des délégations syndicales par leur participation aux réunions définies ci-dessus sont pris en charge, sur la base de justificatifs, par la FCSIV, conformément au barème suivant :

- aller-retour train SNCF en 1<sup>re</sup> classe ou 2<sup>e</sup> classe ;
- dans Paris : métro, bus, RER ;
- indemnités kilométriques (base fiscale limitée à 8 chevaux) d'approche à la gare, frais péage et parking de la gare.

## **Article 4**

### *Situation exceptionnelle*

Toute situation exceptionnelle sera réglée au cas par cas.

## **Article 5**

### *Dénonciation et durée de l'accord*

Le présent accord est conclu pour une durée de 1 an à compter de la date de signature.

A l'échéance, cet accord continuera à s'appliquer par tacite reconduction pour une nouvelle durée de 1 an.

Le présent accord pourra être dénoncé conformément aux dispositions légales. Un préavis de 3 mois devra être respecté. La dénonciation sera notifiée par son auteur aux autres parties signataires et donnera lieu à dépôt, conformément à l'article L. 2231 du nouveau code du travail. A défaut de la conclusion d'un nouvel accord collectif, les dispositions du présent texte resteront applicables pendant une durée de 12 mois à compter de la fin du préavis.

## **Article 6**

### *Dépôt*

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires auprès de la direction générale du travail au service des relations et des conditions de travail, conformément aux dispositions des articles L. 2231-5 et D. 2231-2 et suivants du nouveau code du travail.

Un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

## **Article 7**

### *Date d'application*

Cet accord s'appliquera rétroactivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Fait à Paris, le 31 janvier 2011.

(Suivent les signatures.)